

Le budget—M^{me} Holt

réservé aux privilégiés; la classe moyenne avait accès à un luxe qui était l'apanage des riches, les riches devenant millionnaires et les millionnaires, des multimillionnaires. On dit qu'aujourd'hui on compte plus de millionnaires que la terre n'en a jamais portés.

Il m'importe de faire une brève rétrospective pour exprimer certaines choses qui s'imposent à ce moment-ci. Tout d'abord, la raison pour laquelle je suis en faveur d'une réduction encore plus sensible des dépenses gouvernementales.

Des voix: Bravo!

Mme Holt: Il y a réellement eu une réduction des dépenses, mais vous ne l'avez pas remarquée car vous n'écoutez pas.

Des voix: Bravo!

Mme Holt: Nous anticipons vos prochains propos négatifs.

Deuxièmement, pour rectifier les déclarations trompeuses faites à la Chambre voulant que l'inflation ait été créée unilatéralement.

Peut-être l'événement le plus marquant dans la vie de tous les membres de la société industrielle, celui qui les a le plus poussés à réfléchir, est-il le glissement de pouvoir né de la crise artificielle de l'énergie qui a frappé le monde tout entier en 1974. Des petits pays, dominés et dirigés par une poignée de chefs, ont créé des cartels destinés à contrôler la source de vie de l'industrie et de l'économie, comme aussi les liquidités du monde. Au moins 40 pays, faute d'être en mesure de se suffire à eux-mêmes, en sont sortis démunis. Une brochette de pays riches en ressources ont contrôlé la destinée du monde par un usage égoïste de l'instrument le plus fort de la puissance contemporaine, le pétrole.

Ils ont appliqué le boycottage, se servant du pétrole pour monter les puissances mondiales contre le petit État d'Israël. De grandes nations, dont les États-Unis, le Japon et des États européens, en ont été victimes. Le prix du pétrole a quadruplé, et le Groupe des Treize, l'Organisation des pays exportateurs de pétrole, familièrement appelé l'OPEP, a virtuellement accaparé l'argent et l'économie du monde en quelques mois pour ne pas dire quelques semaines.

Pour réagir ainsi après coup, à l'augmentation du prix du gaz et du pétrole prévue dans le budget, il fallait que ceux qui gaspillent de l'encre ou qui jouent la comédie des larmes politiques ne soient pas mûrs, qu'ils soient incapables d'analyser la situation mondiale, qu'ils soient trop aveugles ou qu'ils ne veulent pas voir la menace se dessinant à l'horizon économique du pays.

N'importe quelle personne sensée sait que dans ce village global frappé d'inflation générale, on ne peut pas résoudre le problème causé par l'augmentation excessive du prix du pétrole, produit irremplaçable. Nul pays ne peut écarter seul la marée inflationniste déclenchée surtout aux pétro-dollars et à une avidité monopolistique insatiable. Les pays pétroliers recevaient \$1 le baril au début de cette décennie, \$3.44 à la fin de 1973, \$10 un an plus tard et \$12 maintenant.

Il y a des gens intelligents de l'autre côté de la Chambre. Je ne voudrais pas pousser à l'extrême et dire que vous êtes surdoués.

Des voix: Merci!

Mme Holt: Malheureusement, ils sont tellement imbus de leur propre négativisme, de leur prise de position politi-

[M^{me} Holt.]

que, de leurs solutions simplistes aux problèmes complexes du monde qu'ils ne peuvent ou ne veulent pas voir, ou qu'ils choisissent de ne pas se laisser arrêter par le fait que le Canada se trouve aux prises avec la dichotomie complexe qu'est l'existence simultanée de l'inflation et de la récession. Le ministre des Finances du Canada, reconnaissant les dangers...

Une voix: Provoqués par les libéraux.

Mme Holt: C'est de la simple économie, et si vous ne pouvez le voir, puisse Dieu vous venir en aide!

Des voix: Bravo!

Une voix: Il faudra bien que ce soit Dieu, les libéraux ne le peuvent pas.

Mme Holt: Le ministre des Finances, reconnaissant les dangers qui guettaient le Canada, a établi un prix national fixe de \$6.50 pour le pétrole brut. Mais il n'y avait manifestement aucun moyen d'assurer la prospection ou de ralentir l'usage irréflecté et continu, voire le gaspillage, du pétrole qui, alors à la moitié du prix international, était bon marché. Toutes proportions gardées, il est encore relativement bon marché à \$8, car les pays de l'OPEP le vendent \$12.

Nous nous devons de prendre des mesures préventives, telles que celles que le ministre des Finances a recommandées, pour sauvegarder notre avenir. Et il faut le faire tout de suite pendant que les Canadiens ont encore de quoi acheter et que le gouvernement peut encore satisfaire les besoins des citoyens et même leurs demandes de services dans les secteurs tels que le logement, la santé et, de fait, le revenu garanti pour tous. Nous devons agir, et sans délai. Nous le devons à la génération future.

Certains députés essaient de nous faire croire que les mesures budgétaires prises en faveur du logement sont de la frime. Ce sont là des propos inconsiderés et insultants pour les Canadiens. Certes les besoins sociaux ont toujours précédé et précéderont toujours leurs cures mais 200 millions de dollars supplémentaires alloués au logement pour les cinq prochains mois en plus des crédits déjà accordés sont loin d'être négligeables. Il faut prendre ces mesures avant que le Canada ne soit en proie à l'inflation galopante et à la profonde récession qu'ont connues les États-Unis, la Grande-Bretagne et d'autres pays.

Espérons que ce budget empêchera l'hyper-inflation de détruire le Canada comme cela s'est produit ailleurs. Nous pouvons tout de même assurer aux personnes âgées et aux gagne-petit ce qui est en fait un revenu garanti et leur promettre qu'il sera pourvu à leurs besoins en logement, services médicaux et pharmaceutiques. C'est le gouvernement actuel qui a eu l'idée de ce revenu virtuellement garanti.

• (1600)

Une voix: A d'autres!

Mme Holt: Et vous, qu'avez-vous fait quand vous en avez eu la possibilité! Où sont ceux qui devaient lancer cela?

L'Orateur suppléant (Mme Morin): Je rappelle au député qu'elle doit s'adresser à la présidence, et non à l'opposition.

Des voix: Bravo!